



Cahier du Congrès du 3 novembre 2012
de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante
Version préliminaire, mise à jour du 30 octobre 2012

Lieu

UQAM
Pavillon Hubert-Aquin
Local A-2685

Frais de participation

Détail à venir

Hébergement

Disponible sur demande

Association hôte

Détail à venir

Coordonnées du bureau de
l'ASSÉ :

2065, Parthenais
Montréal, Québec
H2K 3T1
Tel : 514-390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal

2.0 Bilan

3.0 CLASSE

4.0 Revendications

5.0 Plan d'action

6.0 Femmes

7.0 Finances

8.0 Prochain congrès

9.0 Avis de motion

9.1 Dépôt des avis de motion

9.2 Traitement des avis de motion

10.0 Varia

11.0 Levée

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	2
Textes de réflexion.....	5
Boycott du Congrès de l'ASSÉ par la SOGÉÉCOM.....	5
Texte de réflexion : Dissolution de la CLASSE.....	6
Texte de réflexion sur la campagne actuelle.....	6
Lettre de candidature.....	9
Candidature de Jean-Michel Savard	9
Propositions.....	11

Textes de réflexion

Boycott du Congrès de l'ASSÉ par la SOGÉÉCOM

Par le Conseil exécutif de la SOGEECOM

Suite à une décision de conseil exécutif, **la SOGÉÉCOM boycottera le prochain congrès de l'ASSÉ.**

En effet, comme nos sessions ont débuté le 15 octobre, il nous semblait assez difficile de tenir une assemblée générale décente (lire avec un quorum significatif) dans un délai de deux semaines pour discuter d'éventuelles revendications pour le congrès des 3-4 novembre.

Suite à un très grand travail de la part de l'exécutif en place, nous aurons toutefois une AG le mardi 30 octobre. Cependant, celle-ci aura comme but principal l'élection d'un nouvel exécutif ainsi que l'adoption du budget annuel. Il serait surprenant que, dans les deux heures allouées pour notre AG, nous réussissions à parler de politique.

Nous tenons à souligner que nous avons été choqué lors du dernier congrès de voir le résultat du vote sur la date. Malgré les protestations vives de plusieurs associations de cégep et de l'exécutif national, avançant le fait que plusieurs n'auraient pas le temps de tenir des AGs pour parler de politique, la majorité des associations a tout de même décidé d'aller de l'avant et de tenir le congrès dans un délai selon nous beaucoup trop court.

Les cégeps ont des population plus grandes et moins uniformes, des rythmes de vie différents et des dynamiques internes plus volatiles. Le fait d'enchaîner les congrès à un rythme effréné dans un contexte normal tend d'après nous à **nous réduire au rôle de simple spectateurs et de spectatrices.**

Depuis plusieurs années, l'ASSÉ se demande comment mieux intégrer les associations collégiales dans ses structures et briser le clivage universitaire/cégépien-ne-s. Ce genre de décisions ne vont pas du tout dans ce sens. Pire même, elles semblent donner crédit aux positions de la FECQ sur la question.

Nous en appelons donc à un boycott politique du congrès pour que ce dernier n'atteigne pas le quorum et qu'il soit reporté par le CoCo ou le conseil exécutif à une date ultérieure.

Veillez cependant noter que, la SOGÉÉCOM étant en faveur de la survie de la CLASSE, nous nous présenterons pour le congrès de la CLASSE. Si cette dernière a quorum, nous participerons à ce congrès et débattons sur les propositions avancées. Si par contre elle ne parvient pas à se réunir, nous accepterons la dissolution de la CLASSE et quitterons pour que notre boycott du congrès de l'ASSÉ soit effectif.

L'apparente contradiction ne repose ici que dans le fait que les deux congrès sont jumelés. En effet, cela semblerait faire plus de sens s'ils avaient lieu à des dates différentes. De plus, nous avons des positions politiques (le plan d'action, le RNÉ, etc.) que nous avons traité dans le dernier congrès de l'ASSÉ et que nous pourrions apporter à la CLASSE si elle survit.

En espérant plus de considérations la prochaine fois,

Texte de réflexion : Dissolution de la CLASSE

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Suite aux débats du dernier congrès, le Conseil exécutif souhaitait amener quelques réflexions quant à la dissolution ou au maintien de la CLASSE. Nous voulons tout d'abord rappeler que lors de la création de la coalition, il était clair que son existence était temporaire : «La CLASSE est un élargissement temporaire, défini dans la présente annexe, des structures de l'ASSÉ, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une coalition d'associations étudiantes réunies ponctuellement dans le cadre de la campagne 2011-2012.» (Annexe H) Vu l'étirement du conflit, nous sommes conscient-e-s qu'un certain attachement à la CLASSE a pu s'opérer, mais il faut aussi rappeler que le but d'ouvrir les structures de l'ASSÉ était également de les faire connaître et ainsi de susciter l'intérêt d'y adhérer. La CLASSE a réussi à rassembler plus de 100 000 étudiantes et étudiants qui avaient le désir de mener une lutte combative et démocratique établissant un rapport de force considérable. Maintenant que la campagne de grève est terminée, il serait théoriquement temps de dissoudre la CLASSE. Plusieurs associations étudiantes ont soulevé le désir de voir la CLASSE se maintenir dans les prochains mois, du moins jusqu'au sommet. Toutefois, nous voulons apporter quelques

considérations à cette proposition. D'une part, la CLASSE n'est pas l'ASSÉ. Les deux organisations ont leurs principes, leurs statuts et règlements et leurs revendications propres bien qu'elles en partagent certaines. Si le congrès décidait d'y aller de l'avant avec le maintien de la CLASSE, il faudrait alors convoquer un autre congrès pour apporter des modifications à l'annexe H afin qu'elle soit fonctionnelle dans un contexte de non grève. À ce point-ci, si ce sont pour des raisons de préférence aux structures de la CLASSE que des associations étudiantes souhaitent la maintenir, nous vous rappelons que le dernier congrès a décidé de convoquer un congrès d'orientation au début du mois de mars qui visera notamment à réformer les structures de l'ASSÉ. D'autre part, puisque nous ne sommes plus en grève, la disponibilité des militant-e-s est beaucoup plus restreinte, ce qui rend le travail de mobilisation auprès de 100 000 membres moins efficace qu'auprès de 60 000 membres. Si le congrès choisissait de maintenir la CLASSE, nous ne pourrions remplir, du moins au sein de l'exécutif, l'ensemble de nos mandats et par le fait même, nous devrions repenser à notre mode d'organisation.

Texte de réflexion sur la campagne actuelle

Par Alex DB

Membre de l'AFESPED-UQAM et de l'AFESH-UQAM.

Bonsoir camarades,

La fuite en avant des Péquistes

Les Péquistes, en prenant le pouvoir, ont crié haut et fort qu'avec eux, la hausse était abolie. Certes, effectivement, la hausse de 1625\$ par an n'est plus. Par contre, il ne faut pas voir dans ce geste comme un vent de progressisme sur Québec. C'est plutôt un espace d'accalmie que les Péquistes

nous ont offert le 4 septembre dernier. En effet, le Parti Québécois (PQ) s'est tout d'abord collé à la lutte contre la hausse des frais de scolarité pour ensuite tenter de substituer la grève par les élections. Ensuite, pendant les élections, ils n'ont pas voulu payer le prix de vouloir tenir une position claire sur les frais de scolarité en disant que ce sera un sommet "de la société" qui décidera à leur place. Une fuite qui est mise en place pour faire profiter la lutte au parti pendant la joute électorale

tout en laissant la porte à imposer des mesures régressives au moment le plus opportun, c'est-à-dire, dans notre démobilité. Ainsi, la lutte de l'année passée n'est pas terminée, elle est rendue à un nouveau stade.

Il est clair que le parti ou du moins son élite politique semble vouloir imposer l'indexation. Cette mesure est politiquement rentable pour le PQ. Elle conforte sa branche plus à droite et néolibérale du parti en affirmant le penchant prohaussier du parti tout en donnant à leurs alliés étudiants (les fédérations étudiantes) un « gain ». Par contre, je ne crois pas (même s'il est encore tôt pour faire des prédictions) que seule l'indexation sera la mesure néolibérale que le fameux sommet nous infligera. En effet, le gouvernement péquiste a décidé de fusionner l'éducation supérieure avec le ministère de la science et de l'innovation laissant la possibilité de croire que le gouvernement accentuera la marchandisation de l'éducation.

Je crois donc que l'enjeu de cette année est de continuer à se battre pour nos gains dans nos conditions matérielles (gels et bonifications de l'AFE par le gouvernement précédent dans une perspective de gratuités scolaires) et contre la marchandisation de l'éducation. Il faut aussi, tenter de sensibiliser plus largement la population en général à nos principes de base : le syndicalisme de combat et la gratuité des services publics.

Pouvoir et contre-pouvoir

Le pouvoir qui est passé à nous est clairement instable. Basé sur une petite avance de moins de 1% face aux Libéraux, les Péquistes se retrouvent face à deux partis (la CAQ et les Libéraux) qui ont la possibilité de prendre le pouvoir d'ici la prochaine élection. Une élection qui pourrait arriver d'ici un an à 2. Les promesses électorales telles l'abolition de la taxe santé qui sont mis en place une semaine sont battues par le même gouvernement la semaine suivante. Une ministre peut déclarer couper le financement des écoles privées un jour et le lendemain, ce faire contredire par un autre. Ces incohérences nous plongent dans un flou artistique sur les directions que prend le PQ ce qui nous laisse croire que le parti est en pleine improvisation.

Face au nouveau pouvoir, la question qu'il faut se poser est de savoir qui s'y oppose. Qui constitue le contre-pouvoir dans le 2012 post-électoral? La GGI2012 a été une grande coalition anti-Libéraux regroupant de l'extrême gauche aux Péquistes. Désormais que nos anciens "alliés" sont au pouvoir, qui tentera de s'y opposer? Évidemment, leurs militants ou leurs partisans (ex : l'alliance social) ne tenteront pas de remettre en cause le gouvernement surtout dans une situation aussi précaire que le PQ traverse. Du côté de Québec solidaire (QS), il risque fortement de concentrer leurs énergies à construire la très prochaine campagne électorale tout en rêvant à la balance du pouvoir. Je pense donc qu'il ne restera que l'extrême-gauche, les abstentionnistes et les militants de Québec solidaire (QS) et de Option nationale (ON) les plus proches de la rue.

L'autre question qui faut se poser: Est-ce que les AGs nous suivront? Combien de membres préféreront donner une chance au sommet sur l'éducation au lieu de retourner dans les rues?

Le sommet

Il est clair que le sommet, malgré son apparente neutralité, sera contrôlé par les Péquistes. C'est eux qui fixeront les balises et décideront qui sera invité. Par contre, tenter de le réformer nous sera inutile. L'ASSÉ a pris pour position plusieurs revendications en ce sens. Par exemple, elle revendique qu'il n'ait pas de représentant du secteur privé dans le sommet. Cela est très louable et je suis d'accord. Par contre, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusion sur l'autre acteur qui risque de prendre la place du secteur privé: les syndicats. Il est possible que ces derniers, même s'ils ont été des alliés pendant la grève, nous trahissent au moment crucial. En 2009-2010, les grandes centrales syndicales avaient construit une campagne dont la trame de fond était la constitution d'un front commun de la fonction publique afin d'aller chercher une augmentation de salaire impressionnante (plus ou moins 10%). Malgré leurs promesses de jours meilleurs, ils ont négocié avant que l'essentiel des moyens de pressions soient mis en marche. Cette tactique ne donna qu'un faible taux 6% sur 5 ans provoquant la colère des

éléments les plus à gauche du mouvement syndical. Alors, tenter de réformer le sommet pourrait s'avérer devenir l'outil des Péquistes pour mieux justifier leurs futures mesures rétrogrades en donnant l'argument que le sommet répondait à nos attentes en tant que débat neutre.

Je crois qu'il faut défocuser notre stratégie centré sur le sommet pour axer sur une campagne plus large dont l'objectif serait remettre en place le rapport de force. Il est là, à mon avis, le réel enjeu plus que la question de la participation ou non au sommet.

La semaine de grève internationale (grève

organisé en simultané avec plusieurs syndicats étudiants tels au Chili ou en France) est une occasion intéressante pour entamer notre campagne. Néanmoins, je suis forcé d'admettre qu'avec trois semaines qui reste, il faudra s'attendre à ne pas avoir un autre printemps érable. De plus, les associations sont en processus d'élections de leurs exécutifs et en processus de renouvellement de leur comité mob. Par contre, je crois que la mobilisation est toujours possible.

Voilà humblement mes réflexions, commentez, réfutez, bref bonne discussion,
Solidairement, mais pas QSment,

Lettre de candidature

Candidature de Jean-Michel Savard au poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ

Appuyée par la SOGEECOM et l'AGECoV

Camarades,

Il paraît que nous avons gagné. Du moins, c'est ce que les commentateurs politiques affirment et c'est ce qui circule sur Facebook. Certain-ne-s vont même jusqu'à dire que tout est carrément fini, que le spectacle s'est conclu un certain 4 septembre. D'autres voix, un peu plus loin du cadre des caméras, se veulent plus alarmantes, et crient à l'arnaque en nous rappelant les faits d'armes du parti québécois sur le champ de bataille de l'éducation. Peut-être que si nous avons tant de mal à cerner ce qu'est une victoire, c'est que depuis trente ans, les peuples ont si rarement gagné?

S'il y a quelque chose que nous avons indubitablement réussi, c'est bien de prouver que nous avons raison. Nous avons finalement pu contester le monopole de la vérité de la droite grâce aux centaines de pages d'argumentaire produites par les militant-e-s, que ce soit en assemblée générale ou à Tout le monde en parle. Mais surtout, le syndicalisme de combat aura triomphé sur le concertationisme, le corporatisme et le lobbyisme. Si nous avons eu la chance de voir grandir la plus grande grève de l'histoire récente, c'est parce que nous avons fondé notre lutte sur du vrai et sur la démocratie, parce que nous avons refusé les comportements de nos ennemi-e-s et parce que nous avons pu forger des solidarités avec des groupes de tous les horizons.

Je décide de me présenter sur l'exécutif de la l'ASSÉ pour continuer de participer au maximum de mes capacités au développement des pratiques combatives de l'organisation, qui, rappelons-le, ont rendu possible chacun des gains que nous avons fait. Le rôle de l'externe, dans cette perspective, est loin d'être le plus facile. Bien souvent, l'élu à ce

poste est amené à tenter de limiter les dégâts causés par par certains éléments de la 'gauche' québécoise. Il ne faut par contre pas oublié qu'il est toujours nécessaire que l'ASSÉ assume son rôle d'avant-garde et face la promotion de notre mode organisationnel et de nos moyens d'actions dans les associations (étudiantes ou non!) qui sont idéologiquement proches de nous, sans toutefois tomber dans le corporatisme ou la course au membership comme finalité!

C'est d'ailleurs en ce sens, je crois, qu'il faut aborder l'éventuel sommet sur l'éducation. Qu'on décide d'y participer ou non, on risque d'y être 'peinturé dans un coin', avec en face de nous l'IEDM, le PQ, la FECQ et certaines organisations syndicales et ce, malgré toute la pertinence de notre argumentaire. La principale façon dont la CLASSE pourra alors tirer son épingle du jeu, c'est en restant fidèle à ses principes fondateurs et en appelant à une manifestation monstre à Québec. Les autres organisations investiront leurs énergies à tenter de convaincre un gouvernement qui sait déjà ce qu'il veut faire, nous louerons des autobus par dizaine pour lui montrer qu'il ne peut se permettre de faire l'erreur de son prédécesseur.

Bien sur, l'ASSÉ et la CLASSE ne sont pas parfaites et je crois qu'il revient en parti à l'exécutif de constamment remettre en question les façons de faire et de poser les questions sur les dynamiques internes. C'est aussi un débat auquel je m'engage à participer, et duquel je voulais déjà faire parti en tant que Secrétaire général.

En terminant, je voudrais brièvement me présenter, pour celles et ceux qui ne me connaissent pas. Je suis étudiant en Sciences informatiques et mathématiques au Collège de Maisonneuve (pour

encore une session) et j'occupe actuellement le poste de Secrétaire général du Conseil de coordination. J'ai milité activement à la SOGÉÉCOM depuis l'hiver 2011 et y ait occupé le poste de délégué aux affaires externes. On s'est donc peut-être déjà croisés en congrès, mais plus probablement dans la rue. J'avais déjà pensé me présenter sur les postes vacants du Conseil exécutif auparavant, mais les candidatures, toutes pertinentes, m'auront porté à remettre mon choix en question. Avec ma session accélérée qui est maintenant terminée, mon choix est beaucoup plus facile à faire : je suis prêt à dédier mes 8 prochains mois à cette organisation.

Grâce à nous tous et toutes, la lutte des classes n'est plus unilatérale et les fondations des structures qui permettent la domination commencent à se fissurer. C'est ce qui me donne envie, plus que jamais, de m'impliquer!

Cette lettre arrive trop tard pour être traitée dans les délais d'élection normaux, mais vu les circonstances, je trouvais pertinent qu'elle soit déposée au cahier de Congrès. La possibilité de

lever les statuts et règlements existe, mais je ne suggère pas au congrès d'emprunter cette voie; si nous nous sommes doté d'une procédure d'élection qui exige une mise en candidature deux semaines avant l'instance, c'est pour favoriser les débats sur les candidatures dans les associations membres. Par contre, il faut réaliser que le prochain congrès aura normalement lieu autour du mois de décembre. Si les délégations sont d'avis que le congrès est un endroit plus légitime que le Conseil de coordination pour traiter les candidatures par intérim, je les invite toutefois à le faire. Dans tous les cas, cette lettre permettra au moins que des questions me soient adressées et que les associations membres discutent de ma candidature.

Si le congrès procède à mon élection en tant que membre de l'exécutif, il pourra du même coup constater ma démission du poste de Secrétaire général.

Mes salutations militantes les plus distinguées,
Jean-Michel Savard, étudiant au Collège de
Maisonneuve

Propositions

5.0 Plan d'action

1. L'AFESH propose que l'ASSÉ appelle ses membres à consulter sur une ou des journées de grève pour le sommet.
2. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ tienne une manifestation nationale durant le sommet sur l'éducation du gouvernement du PQ; Que celle-ci soit axée contre la marchandisation de l'éducation ; Que l'ASSÉ appelle à au moins une journée de grève pour l'occasion.*